**SIVUCOP****Délibération 2024-12**

Le Comité syndical du SIVUCOP s'est réuni le 15 AVRIL DEUX MILLE VINGT QUATRE, au centre opérationnel - 1 rue Arnoult Laroche à Vernouillet 18H00, sous la présidence de M. Michel DEBJAY, Président.

	Délégués titulaires		Délégués Suppléants	
Verneuil-sur-Seine	Michel DEBJAY		Cyril AUFRECHTER	x
	Fabien AUFRECHTER	x	Caroline PISICA	
	Anthony HERRY	x	Ania REDJDAL	
Vernouillet	Pascal COLLADO		Patrick SAGET	x
	Laurent BAIVEL	x	Stéphane LARCHER	
	Henriette LARRIBAU		Nicolas COMBARET	

Date de convocation : 04/04/2024

Date d'affichage : 04/04/2024

Nombre de délégués : 6

En exercice : 6

Présents : 5

Votants : 5

**MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT**

La rédaction des articles 2, 6 et 7 des statuts présentés au comité syndical du 31 janvier 2024 doivent être modifiés.

L'exposé étant entendu,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Considérant** les statuts du syndicat adoptés lors de sa création en 2000  
**Considérant** les statuts du syndicat modifiés par délibération n°2009-001 du 5/02/2009  
**Considérant** les statuts du syndicat modifiés par délibération n°2010-002 du 30/03/2010  
**Considérant** les statuts du syndicat modifiés par délibération n°2013-001 du 8/02/2013  
**Considérant** les statuts du syndicat modifiés par délibération n°2023-002 du 30/01/2023  
**Considérant** les statuts du syndicat modifiés par délibération n°2023-014 du 18/12/2023  
**Considérant** la délibération n°2024-01 du 31 janvier 2024,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical :

**RETIRE** la délibération n°2024-01 du 31 janvier 2024

**ADOpte** les nouveaux statuts modifiés,

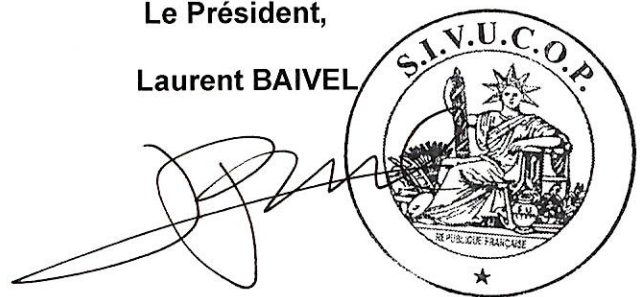
**DEMANDE** au Président de présenter au Conseils Municipaux des communes concernées les statuts modifiés par délibérations concordantes,  
**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent à ce changement de statuts

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

FAIT ET DELIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS,  
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Laurent BAIVEL



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Versailles à compter de sa publication et de sa transmission au représentant.*